

Convention collective de travail du 14 janvier 2022, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'Industrie hôtelière, portant modification de la convention collective de travail du 20 décembre 2017, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'Industrie hôtelière fixant les statuts du "Fonds Social et de Garantie pour les hôtels, restaurants, cafés et entreprises assimilées"

Art. 1.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière.

Art. 2.

A l'article 16 de la convention collective de travail du 20 décembre 2017, fixant les statuts du Fonds Social et de Garantie pour les hôtels, restaurants, cafés et entreprises assimilées, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'Industrie hôtelière et enregistrée sous le numéro 144844/CO/302, et modifiée par la convention collective de travail du 9 juin 2020, par la convention collective de travail du 22 décembre 2020 et par la convention collective de travail du 26 mars 2021, un paragraphe 1ter est inséré:

«§1ter. Pour la prime de fin d'année de l'année de référence 2021, la déclaration doit être ventilée en:

- D'une part le montant brut pour les prestations effectives et toutes les périodes assimilées, en ce compris les périodes de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus. Par chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus, il y a lieu d'entendre le chômage temporaire déclaré dans la DmfA sous le code prestation 77 spécifique 'chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus'. Les périodes de chômage temporaire pour force majeure – inondations, également reprises sous le code prestation 77, sont explicitement exclues.
- D'autre part le montant brut pour la période assimilée de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus. Le montant brut déclaré pour les périodes de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus est un prorata de la prime de fin d'année brute totale déclarée par l'employeur en fonction de la proportion entre la totalité des périodes assimilées de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus et la totalité des prestations effectives et les périodes assimilées, tel que stipulé à l'article 9 de la convention collective de travail du 27 juillet 2010 portant modification et coordination des conventions collectives de travail octroyant une prime de fin d'année, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'Industrie hôtelière et enregistrée sous le numéro 101764/CO/302, modifiée par la convention collective de travail du 28 juin 2012, par la convention collective de travail du 19 novembre 2012, par la convention collective de travail du 13 janvier 2014, par la convention collective de travail du 30 novembre 2015, par la convention collective de travail du 13 décembre 2016, par la convention collective de travail du 15 mars 2018, par la convention collective de travail du 27 juin 2018 et par la convention collective de travail du 18 décembre 2019, en ce compris les périodes assimilées de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus.

Les autres modalités pratiques de cette déclaration seront fixées par le Conseil d'Administration du Fonds. »

Art. 3.

A l'article 16 de la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est inséré un paragraphe 1quater:

« §1quater. La subvention pour les périodes assimilées de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus, prévue à l'article 56 et suivants de la loi-programme (1) du 27 décembre 2021 (M.B. 31 décembre 2021), calculée par employeur individuel conformément à l'article 16, § 2bis de la présente convention collective de travail, ne sera octroyée à l'employeur concerné que pour autant que cet employeur ait effectué correctement et dans les délais la déclaration visée au §1ter du présent article conformément à l'article 16, § 2 de la présente convention collective de travail. A défaut, son droit à la subvention au prorata prend fin. »

Art 4.

L'article 16, §2 de la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, est remplacé par ce qui suit :

« §2. A partir du 1^{er} décembre 2020, la déclaration visée au § 1, §1bis et §1ter se fera à l'aide du format électronique .XML, selon les modalités fixées par le conseil d'administration et publiées sur www.fondshoreca.be, ou à partir du 1^{er} janvier 2021 via le site portail du Fonds sur <https://portail.fondshoreca.be> et ce au plus tard le 10 janvier de l'année civile suivant celle à laquelle se rapporte la prime de fin d'année, sans préjudice des dispositions reprises au §3.

Par dérogation à l'alinéa précédent du présent paragraphe, la déclaration visée au §1ter et les corrections sur cette déclaration doivent être introduites auprès du Fonds au plus tard le 13 février 2022, sous peine de perte de la subvention pour les périodes assimilées de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus prévue à l'art. 56 et suivants de la loi-programme (1) du 27 décembre 2021. (M.B. 31 décembre 2021). »

Art. 5.

A l'article 16 de la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail est inséré un § 2bis :

« §2bis. Sur la base de la déclaration visée au §1ter, le Fonds calculera pour l'ensemble des employeurs la somme totale des montants bruts déclarés pour les périodes assimilées de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus, déclarées dans la DMFA sous le code prestation 77, majorés des cotisations patronales.

Préalablement au calcul visé à l'alinéa suivant du présent paragraphe, l'employeur reçoit une lettre de confirmation avec le montant brut déclaré pour les périodes de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus. L'employeur doit la confirmer ou la contester dans les 10 jours civils suivant la date d'envoi. En l'absence de réponse, l'employeur est réputé accepter les montants figurant dans la lettre et confirmer qu'ils ont été déclarés pour des périodes de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus.

La subvention disponible visée à l'article 56 et suivants de la loi-programme (1) du 27 décembre 2021 sera répartie au plus tard le 14 mars 2022 par numéro BCE au prorata de la part du montant brut pour les périodes assimilées de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus majoré des cotisations patronales déclarées pour ce numéro BCE, dans la somme totale des montants bruts

pour les périodes assimilées de chômage temporaire pour force majeure liée au coronavirus majorés des cotisations patronales telle que visée à l'alinéa précédent de ce paragraphe. »

Art. 6.

A l'article 16 de la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail est inséré un § 2ter :

« §2ter. La subvention disponible sera attribuée aux cotisations disponibles de l'employeur sur la base du numéro BCE. »

Art. 7.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 14 janvier 2022. Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle ne peut être dénoncée que par une des parties signataires moyennant un délai de préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière et aux organisations signataires de la présente convention collective de travail.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective*, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

* de travail

Collectieve arbeidsovereenkomst van 14 januari 2022 gesloten in het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 december 2017, gesloten in het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf tot vaststelling van de statuten van het “Waarborg- en Sociaal Fonds voor de Hotel-, Restaurant, Café- en Aanverwante bedrijven”.

Art. 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf.

Art. 2.

In de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 december 2017 tot vaststelling van de statuten van het Waarborg- en sociaal Fonds voor de hotel-, restaurant-, café- en aanverwante bedrijven, gesloten in het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf en geregistreerd onder het nummer 144844/CO/302, en gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2020, bij collectieve arbeidsovereenkomst van 22 december 2020 en bij collectieve arbeidsovereenkomst van 26 maart 2021 wordt in artikel 16 een paragraaf 1ter ingevoegd:

“§1ter. Voor de eindejaarspremie met als refertejaar 2021 dient de aangifte te worden opgesplitst in:

- Enerzijds het brutobedrag voor de effectieve prestaties en alle gelijkgestelde periodes, hierbij inbegrepen de periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona. Onder tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona wordt verstaan de tijdelijke werkloosheid in de DmfA aangegeven met de specifieke prestatiecode 77 ‘tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge corona’. Periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht – overstromingen eveneens opgenomen onder prestatiecode 77 worden uitdrukkelijk uitgesloten.
- Anderzijds het brutobedrag voor de gelijkgestelde periode van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona. Het aangegeven brutobedrag voor de periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona is een pro ratering van de door de werkgever aangegeven totale bruto eindejaarspremie in functie van de verhouding tussen het totaal van de gelijkgestelde periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona en het totaal van de effectieve prestaties en hiermee gelijkgestelde periodes, bepaald in artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juli 2010 tot wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot toekenning van een eindejaarspremie, gesloten in het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf en geregistreerd onder het nummer 101764/CO/302, gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2012, bij collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2012, bij collectieve arbeidsovereenkomst van 13 januari 2014, bij collectieve arbeidsovereenkomst van 30 november 2015, bij collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2016, bij collectieve arbeidsovereenkomst van 15 maart 2018, bij collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2018 en bij collectieve arbeidsovereenkomst van 18 december 2019, hierbij inbegrepen de gelijkgestelde periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona.

De verdere praktische modaliteiten van deze aangifte zullen door de Raad van Beheer van het Fonds bepaald worden.”

Art. 3.

In artikel 16 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt een paragraaf 1quater ingevoegd:

“§1quater. De subsidie voor de gelijkgestelde periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona voorzien in artikel 56 ev. van de Programmawet (1) van 27 december 2021 (B.S. 31 december 2021), per individuele werkgever berekend overeenkomstig artikel 16, § 2bis van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt slechts aan de betreffende werkgever toegewezen voor zover deze werkgever de aangifte bedoeld in §1ter van dit artikel correct en tijdig overeenkomstig artikel 16, § 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst ingediend heeft. Bij gebreke hieraan vervalt zijn recht op de pro rata subsidie.”

Art. 4.

In artikel 16 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt § 2 vervangen als volgt:

“§2. Vanaf 1 december 2020 gebeurt de aangifte bedoeld in § 1, §1bis en §1ter door middel van het elektronisch .XML formaat, volgens de modaliteiten bepaald door de raad van beheer en gepubliceerd op www.fondshoreca.be, of vanaf 1 januari 2021 via de portaalsite van het Fonds op <https://portaal.fondshoreca.be> en dit uiterlijk op 10 januari van het kalenderjaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de eindejaarspremie betrekking heeft, onverminderd de bepalingen van §3.

In afwijking op het vorige lid van deze paragraaf moet de aangifte bedoeld in §1ter en de correcties op deze aangifte uiterlijk op 13 februari 2022 ingediend zijn bij het Fonds, op straffe van verval van de subsidie voor de gelijkgestelde periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona voorzien in art. 56 ev. van de Programmawet (1) van 27 december 2021. (B.S. 31 december 2021).^{##}

Art. 5.

In artikel 16 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt een § 2bis ingevoegd:

“§2bis. Het Fonds zal op basis van de aangifte bedoeld in §1ter voor het geheel van alle werkgevers de totale som berekenen van de brutobedragen aangegeven voor de gelijkgestelde periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona, aangegeven in DMFA onder prestatiecode 77, verhoogd met de patronale bijdragen.

Voorafgaand aan de berekening bedoeld in het volgende lid van deze paragraaf ontvangt de werkgever een bevestigingsbrief met het brutobedrag aangegeven voor de periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona. De werkgever moet deze bevestigen of protesteren binnen de 10 kalenderdagen te rekenen van de datum van verzending. Bij het uitblijven van reactie wordt de werkgever geacht in te stemmen met de bedragen opgenomen in de brief en te bevestigen dat deze werden aangegeven voor periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona.

De beschikbare subsidie bedoeld in artikel 56 ev. van de Programmawet (1) van 27 december 2021 wordt uiterlijk 14 maart 2022 per KBO-nummer verdeeld naar rato van het aandeel van het brutobedrag voor de gelijkgestelde periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge

Corona verhoogd met de patronale bijdragen aangegeven voor dat KBO-nummer in de totale som van brutobedragen voor de gelijkgestelde periodes van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht ingevolge Corona verhoogd met de patronale bijdragen zoals bedoeld in het vorige lid van deze paragraaf.”

Art. 6.

In artikel 16 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt een § 2ter ingevoegd:

“§2ter. De beschikbare subsidie wordt op basis van het KBO-nummer toegewezen aan de beschikbare bijdragen van de werkgever.”

Art. 7.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 14 januari 2022. Zij wordt gesloten voor een onbepaalde duur en kan slechts worden opgezegd door een van de ondertekenende partijen en zulks mits een opzegging van drie maanden betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf en aan de ondertekenende organisaties van deze overeenkomst.

collectieve arbeids-

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.